

PREMIERE SOMMATION

La journée de grève du 10 Octobre contre le gel des salaires dans la fonction publique a été un incontestable succès. Les fonctionnaires en se mobilisant massivement ont rejeté les accusations portées à leur encontre: leur sécurité de l'emploi ne doit pas être considérée comme un privilège, ils ont raison de protéger leurs acquis statutaires obtenus par la lutte syndicale, ils ont raison de défendre le service public garantissant l'égalité des citoyens sur tout le territoire.

Les campagnes anti-fonctionnaires ne sont pas nouvelles- qu'on se souvienne du sinistre Abbé Pierre qui voulait "*casser la gueule aux fonctionnaires*". Mais aujourd'hui les salariés de l'Etat se sont déculpabilisés car trop c'est trop. Même la CFDT, chantre du partage du travail et des revenus a été obligée de s'aligner et d'appeler à la grève. Récemment Notat a parlé des 32H payées ... 32. Le mouvement engagé ce 10 Octobre désavoue de fait cette politique.

La réaction a été si massive que l'opinion versatile s'est semble t-il montrée favorable à la grève cette fois-ci. Les médias eux mêmes n'ont pas pu proférer l'accusation habituelle de prise d'otage des usagers.

En réalité, rien n'est innocent. Il était inévitable que la gauche essaie de trouver un ballon d'oxygène et tente d'en faire une grève contre la droite. M.Rocard, sur Europe 1 ce 10.10. se félicitait de cette grève unitaire, "*la 1ère après la guerre*". Serait-ce un appel du pied à la réunification et à l'unicité syndicale?

Les fonctionnaires auront-ils la mémoire si courte? Le premier gel des salaires date de 82 sous la conduite d'Anicet le Pors, ministre communiste de la fonction publique. Puis sont venus les accords Durafour avec leur cortège de NBI et autre salaire au mérite, et enfin la signature en 1993 d'un accord sur les salaires sur 3 ans entérinant de fait la baisse du pouvoir d'achat (la CGT-FO et la CGT avaient refusé de le signer). Et ils en sont à 13% de perte, et ils seraient des nantis !

L'exemple de ce qui s'est passé à Nantes est significatif: lors de l'intersyndicale visant à préparer l'action du 10.10 le cartel CGT-FO a proposé des appels convergents à un rassemblement devant la préfecture avec prise de parole de chaque organisation (ce qui est une tradition à Nantes). La FSU et la CFDT s'y sont opposées, craignant sans doute le rappel des responsabilités passées vis à vis de la situation actuelle des fonctionnaires. L'UNSA, la CGT, la CFTC se sont empressés d'approuver ce refus de la libre expression. Ils ont préféré proposer un rassemblement place Royale! Devant cette situation le cartel FO a été contraint de se rendre seul à la préfecture et a expliqué aux manifestants qu'on ne pouvait confondre action unie et Pensée Unique.

L'essentiel demeure le succès indéniable de cette grève contre la rigueur qu'on voudrait nous imposer partout au nom des critères de Maastricht.

Ce mouvement en appelle d'autres, secteurs publics et privé confondus, en particulier contre la fiscalisation, et donc contre l'étatisation de la Sécurité Sociale.

L'unité d'action, qui n'a de sens que fondée sur des revendications, sera t-elle possible contre les projets annoncés par J.Chirac à propos de la protection sociale, projets repris de Teulade et Rocard avec l'acquiescement de N.Notat et B.Kouchner?

S. HOCHARD (10.10.95)

NOUVELLES BREVES

Retour aux racines

Depuis l'invention du DDT on se débarrasse facilement des moryons. Il n'en est pas de même des pauvres. En hiver ils meurent dans les rues et cela fait scandale, en été ils transument vers les lieux tounstiques et cela fait dégoûtant.

Des élus du peuple, de toutes les obédiences ont cru trouver une solution en interdisant la mendicité. Le débat allait bon train sur toutes les plages de France et remonta jusqu'à nos ministres. Certains d'entre-eux hommes de progrès, comme Debré, soulignèrent que la mendicité n'était pas la bonne manière de résoudre le problème de pauvreté et rappelèrent le décret d'interdiction de 1865. D'autres, hommes de coeur, comme Toubon et Juppé, relevèrent que l'interdiction de mendicité n'atteignait pas les causes du mal, qu'ils évitèrent par pudeur de désigner.

Tant de pertinences ne pouvaient qu'aboutir à un compromis: la mendicité ne serait interdite que pendant la saison touristique dans les beaux quartiers commerçants des grandes villes. Il restera, après tout, une large part aux mendiants qui pourront solliciter, avec plus ou moins d'insistance, les petits retraités des zones périphériques et les salariés des banlieues confondus de n'avoir pas suffisamment partager leur travail et leur paye.

L'essentiel n'était-il pas de sauvegarder et d'exalter à cette occasion la vertu de charité, ainsi que le rappelle l'éditorialiste de Ouest France du 8 Août ? *"La charité est, avec la foi et l'espérance, l'une des trois vertus théologiques. Interdire la mendicité revient à interdire l'exercice de la charité dans ce qu'il a de plus immédiat: la rencontre directe avec un prochain malheureux, fût-il un simulateur car préjuger que tout mendiant est un simulateur est faire injure aux vrais mendiants. Faut-il rappeler aussi que certains des plus importants ordres monastiques de la Chrétienté, les carmes, les augustins, les franciscains, les dominicains faisaient profession de ne vivre que de la charité publique? Il aurait fait beau voir qu'on leur eût interdit de mendier dans nos villes".* Et l'éminent journaliste déplore *"Le droit d'être mendiant ne peut certes être considéré comme un "droit de l'homme" inscrit dans la Constitution".*

Bien sûr que si. Le droit sanctionne le fait. Pourquoi ne pas remplacer le droit au travail par le droit à la mendicité ? Il faut vivre avec son temps ...

Oyez ! Oyez, gentilshommes et gentes dames, damoiseaux et damoiselles, mettez la main à l'escarcelle.

C'est la faute à Voltaire... c'est la faute à FO...

Quand pour son *"manque de pédagogie"* (Mme Notat) Madelin s'est fait sportivement cartonner beaucoup se sont interrogés un instant sur la pérennité de la rigueur poursuivie depuis treize ans, tant parmi *"l'opposition constructive"* de Jospin et Hue que parmi la majorité, tel ce député Ballarudien P.Denidjean dont le Nouvel Obs rapporte le propos. *"En votant pour Chirac, avons nous voté pour Marc Blondel ? Voilà la question que se posent désormais les gens".*

Nous leur dédions cette ode patriotique sur l'air de Gavroche:

*"Je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire.
Le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau"*

Si les fonctionnaires n'admettent pas que leur feuille de paye qui n'était pas l'ennemie de l'emploi soit devenue la feuille d'impôt, c'est la faute à FO.

Si le trou de la Sécu s'agrandit, vu que son budget n'est pas fiscalisé et confié à l'Etat, c'est la faute à Blondel.

Si le nombre des exclus augmente alors que les nantis bénéficiant d'un emploi rechignent à partager leur travail et leur salaire, c'est la faute à FO.

Si le coût du travail est plus élevé en France qu'en Chine, si les travailleurs s'obstinent à réclamer des augmentations de salaire, c'est la faute à Bondel.

Si les privilégiés du travail brandissent code et statuts dès qu'on leur parle d'aménagement et de flexibilité si la défense des acquis passe avant la rentabilité des entreprises, c'est la faute à FO.

Si Mr Madelin s'est fait virer pour avoir parié trop tôt, si Mr Chirac est mal conseillé, c'est la faute à Blondel.

*"Je ne suis pas notaire, c'est la faute à Voltaire.
Je suis petit oiseau, c'est la faute à Rousseau".
Si l'oiseau bat de l'aile, c'est la faute à Blondel.
Plus d'eau dans le ruisseau ... c'est la faute à FO.*

"... aux armes, citoyens"

On se souvient qu'à l'occasion du GATT nos ministres se sont battus comme des chiens contre les prétentions américaines, notamment pour défendre notre *"exception culturelle"*. Ce qui nous a permis de sauvegarder à prix d'or nos merveilleux champions: Dorothee, Naguy, Navaro et tant d'autres. Comme on n'a rien sans peine la redevance augmentera de 4,9% Les pubs apporteront un complément appréciable et le reste du budget devrait être couvert par les 1.4 milliards que produit la vente d'armes aux pays pauvres.

Mais les Américains qui ne nous épargnent guère viennent de publier un rapport dénonçant la France comme second pays exportateur d'armes, derrière eux. La malveillance est évidente, au moment où la poursuite de 8 essais nucléaires décidée par Chirac soulève un tollé général. Dire que si Mitterrand avait ajouté ces derniers essais aux 86 qu'il a effectués cela n'aurait posé aucun problème! Il est vrai remarquait l'ancien ministre P.Quillès sur Europe 1, que *"nous étions alors en situation de guerre froide, et que l'armement atomique avait un sens"* celui d'exterminer des villes russes.

Toujours est-il que, devant le trouble suscité par ce rapport américain, Mr Evin aurait proposé une solution inscrire au bas des caisses d'armes *"selon la loi n°... nuit gravement à la santé"*. Mais d'aucuns lui auraient fait observer que cette mention ne figure pas sur nos paquets de cigarettes destinés à l'exportation. Un vrai casse-tête

...

Corporatisme ou réformisme

Les promesses électorales des candidats à la Présidence devaient être appréciées à l'aune des critères de Maastricht, c'est pourquoi nous les avons classées dans le même sac. La présentation de la loi de finance a fait tomber les cartes: T.V.A., extension de la CSG et des impôts, gel des salaires des fonctionnaires, atteinte à leur régime de retraite ... Par ailleurs: milliards de cadeaux aux patrons par le biais des C.I.E., des allègements de cotisations sociales et d'impôt sur les successions d'entreprises, rachat par l'Etat des vieilles voitures ... Pourtant ce renforcement de la rigueur, poursuivie depuis 13 ans, ne satisfait pas l'O.C.D.E. qui semonce la France pour son laxisme: déficit trop éloigné des 3% du PIB(1) exigé par les critères de convergence, dette trop importante, en conséquence taux d'intérêt trop élevés... L'O.C.D.E. signifie aux responsables *"de se fixer des objectifs de réduction de l'emploi public..."* d'élaguer des *"postes de dépenses importants, à savoir les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses sociales"*. Et pourtant, malgré tous les efforts déployés en ce sens au nom de la priorité *"au franc fort"* assortie d'une *"priorité à l'emploi"* (aidé), après quelques cris de victoire prématurés du printemps on constate que la courbe du chômage remonte légèrement. Alors les chefs s'énervent ils reprennent les slogans du poujadisme le plus grossier contre les fonctionnaires budgétivores, les tricheurs du chômage et du R.M.I., on diffuse sur les chaînes publiques un spot diffamatoire contre les grévistes de Air France, à la veille d'une grève générale des fonctionnaires Juppé déclare la France *"en situation de péril national"*.

On a peine à croire que la France serait particulièrement mal gérée par tant d'intelligences brillantes de droite, de gauche ou du centre. D'ailleurs les objectifs de gestion ne dépendent pas d'eux mais de Maastricht de l'O.C.D.E.. au F.M.I. et de la Banque Mondiale. Les pays de l'O.C.D.E. comptent 50 millions de chômeurs et précaires. Une brouille par rapport aux pays du tiers monde où l'exclusion affecte 50% de la population active et par rapport à la Chine où l'on estime à 140 millions le nombre des chômeurs. L'horizon économique ne présente guère d'embellie. L'I.N.S.E.E. enregistre pour le 2° trimestre 95 un ralentissement de la croissance en France (-0,3%) et un recul de l'investissement des entreprises (-1,1%). Selon les premières hypothèses l'augmentation de la T.V.A. se traduirait en 96 par une nouvelle perte de croissance (0.6%) et de 30 000 emplois. Dans Le Monde du 4.10, J.Gandois s'inquiète *"de constater que la croissance est en train de ralentir au Japon, aux Etats Unis et en Europe"*. Le taux de croissance moyen des pays de l'O.C.D.E. est passé de 5 à 6% à 1 ou 2% en 15 ans Le taux de profit aurait progressivement baissé depuis les années 70, c'est pourquoi les capitaux s'investissent plutôt dans la spéculation boursière, qui repose elle-même sur un volcan. Des analyses sérieuses et documentées concluent à l'entrée de l'humanité dans une phase de *"l'impérialisme sénile"* ou de *"fin de cycle historique"* du capitalisme, ainsi que C.Bitot titre un chapitre de son livre *"Le communisme n'a pas encore commencé"*(2).

Déterminisme et réformisme

On ne peut qu'être d'accord avec Bitot quand il démontre que le communisme ne s'est encore jamais réalisé sur la planète, et surtout pas en Russie. Selon l'auteur, qui se réclame résolument du marxisme, les mencheviks représentaient l'orthodoxie en 1917. Le capitalisme devait d'abord accomplir son cycle avec ses phases d'expansion puis de décomposition: *"une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productrices qu'elle est assez large pour contenir"* (une citation de Marx qui revient comme un leitmotiv.). Lénine se serait trompé de date. Trotsky aussi qui diagnostique dès 1938 l'agonie du capitalisme. Ainsi s'expliqueraient les échecs et les drames qui ont sanctionné jusqu'ici les velléités révolutionnaires de la classe ouvrière internationale. Cette interprétation est certes plus rassurante que les conclusions démoralisantes qui relèguent au musée des vieilles lunes les aspirations socialistes et anarchistes. Dommage que Bitot, dans la peinture de sa fresque historique,

(1) PIB 7500 milliards, déficit 320 milliards, dette 3200 milliards (en progression de 11.7%).

(2) Editions Spartacus: Les Amis de Spartacus 8 impasse Crozatier - 75012 PARIS.

fasse de la révolte de Kronstadt et de la guerre civile espagnole une exception. Là, ce n'est plus l'anachronisme qui porterait la responsabilité du gâchis mais "*la théorie anarchiste*" des victimes. Il reste à l'auteur quelques progrès à faire pour atteindre à l'objectivité dont il se réclame.

Dans la logique qui est la sienne il nous reproche de rejeter "*une direction centrale*" et la "*transition*" qui justifie "*l'Etat de dictature du prolétariat*" ... Comme quoi le "*déterminisme économique*" et le degré d'évolution du capitalisme, si essentiels soient-ils, ne sont pas les seuls facteurs en cause. Rien de très nouveau en somme, sauf une foi irréductible dans le déterminisme qui conduit à réfuter toute alternative autre que le socialisme et à condamner comme une expression de scepticisme la formule de R.Luxembourg et de Trotsky: "*socialisme ou barbarie*". Néanmoins C.Bitot distingue déterminisme historique et fatalisme: "*le marxisme n'a jamais dit que c'est l'économie qui fait l'histoire à la place des hommes, il a simplement souligné que ceux-ci la font dans des conditions économiques déterminées*". Sans doute, mais tout dépend de la manière dont ils la font. Et ceci nous ramène aux dures réalités de l'actualité politique et sociale. La lutte des classes, nous en sommes d'accord, s'appuie sur des organisations ouvrières: partis ou syndicats. La social-démocratie a succombé deux fois: en 1914 puis en Algérie. Personne ne se réclame plus d'elle, hormis le jésuite Delors. Elle n'a pas été remplacée par ce fumeux parti-mouvement spontané, tel que l'envisage Bitot, réunissant coopératives, associations **(3)** et syndicats "sous la direction claire" de la fraction communiste consciente, et nous en sommes soulagés. Restent donc les syndicats.

Il nous semble pour le moins contradictoire d'en appeler au déterminisme pour démontrer que les conditions ne permettaient pas d'accomplir la révolution socialiste en 1917, et de reprocher au syndicalisme de la fin du XIXème siècle de n'être pas "*dans son ensemble révolutionnaire*", de pratiquer un stérile "*revendicacionnisme*" et de prendre une orientation réformiste. Eh oui, les travailleurs, produits de la société capitaliste, ont cherché à obtenir par la lutte syndicale le plus d'avantages possible. Pendant toute une période ils se sont battus, sans mettre systématiquement la révolution à l'ordre du jour, pour gagner une protection sociale, des congés payés, une retraite, un emploi et un salaire garantis par des conventions collectives ... ce qu'on appelle "*les acquis*", brutalement remis en cause aujourd'hui. Pendant cette période d'expansion du capitalisme, le déterminisme a voulu que les travailleurs soient dans leur ensemble réformistes et exigent de leurs syndicats une démarche réformiste: même les appareils staliniens de la C.G.T. et sociaux-chrétiens de la C.F.D.T. furent obligés d'en tenir compte. Les courants révolutionnaires qui assument leur part de la besogne syndicale et de responsabilité, ont joué leur rôle en surveillant le cap, en dénonçant l'Union sacrée et certaines capitulations, mais ils se sont isolés chaque fois qu'ils ont voulu caractériser le réformisme comme une trahison en soi parce qu'il conduirait à "*l'embourgeoisement*" de la classe ouvrière.

Indépendance et résistance

Pour les besoins de la thèse on n'hésite pas à recouvrir du vocable réformiste à la fois la défunte social-démocratie, le P.S. populiste social-chrétien et le réformisme syndical. L'amalgame permet de faire l'impasse sur la nature du réformisme en France qui n'aspire ni au pouvoir ni au contre-pouvoir, mais se pratique au nom de l'indépendance par rapport aux partis et à l'Etat, depuis la création de la première C.G.T. sous l'influence des anarchistes. Il ne reste plus qu'à placer la C.F.D.T. en tête du réformisme (comme le font les médias putassiers afin de la valoriser) pour balancer l'ensemble aux égouts de l'histoire. Si confortable soit-elle, cette attitude, commune à certains groupes marxistes et anarchistes, présente un gros inconvénient. Elle laisse les mains libres à nos ennemis qui en complicité avec la grande bourgeoisie, celle de l'union nationale et de l'union européenne, veulent figer la lutte des classes en brisant les organisations qui restent aux salariés, les syndicats. Non par la manière brutale (pour l'instant) mais par leur aliénation insidieuse dans des structures de type corporatiste au nom de la cohésion sociale, du Bien commun et selon le principe de subsidiarité. Partout le clivage apparaît, avec aux antipodes la C.F.D.T. et F.O.: cogestion de l'emploi par le partage du travail et des salaires ou lutte pour l'augmentation des salaires, participation à un parlement social doté d'une enveloppe budgétaire ou Sécurité sociale fondée sur les droits acquis par les cotisations salariales, communautés éducatives autogérées par des conseils d'école ou école laïque chargée de transmettre des connaissances, mouvement associatif et subsidiarité ou services publics avec statuts, etc ... Au milieu, la C.G.T. louvoie entre "*l'opposition constructive*" de R.Hue et "*l'opposition résolue*" et constructive de G.Marchais. Aussi longtemps que les réformistes resteront réformistes et qu'ils défendront, dans l'indépendance du syndicat, les intérêts exclusifs des salariés notre place est dans le même camp. Certes il nous appartient, plus que jamais, d'ouvrir des perspectives (de préférence autres que l'Etat de dictature du prolétariat), mais elle ne saurait s'opposer aux luttes de caractère réformiste y compris lorsqu'elles sont cataloguées de crispations catégorielles, de défense des privilèges ou de conservatisme. La formule de Marx concernant les formations sociales pourrait être complétée par ce corollaire: une méthode de lutte sociale ne disparaît jamais avant qu'elle ait épuisé toutes ses possibilités. C'est ce processus que veut contrecarrer l'aile marchante de la bourgeoisie et ses complices en essayant de transmuter le réformisme en corporatisme. Et puisqu'il s'agit de Marx (Bakounine nous pardonne) qu'on nous permette de reproduire cette citation. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est, inversement leur être social qui détermine leur conscience". C'est pourquoi si la révolution se réalise un jour, elle ne sera pas l'oeuvre de groupes révolutionnaires, quelle que soit l'importance de leur rôle, elle sera l'oeuvre de la multitude des salariés réformistes qui auront épuisé toutes les possibilités du réformisme.

S.MAHE

(3) "Estimé autour de 700.000 le nombre exact d'associations esf inconnu" (Alain Beuve Mery Le Monde 3.6.95)